



**CDEN de l'Aude**  
**9 décembre 2020**

## **Déclaration de la FSU 11**

Dès la sortie du premier confinement, la FSU a réclamé des investissements massifs au niveau matériel et au niveau humain pour préparer cette rentrée 2020. La rupture pédagogique a en effet accentué les inégalités entre les élèves et nombre d'entre eux, parmi les plus fragiles, ont connu une déscolarisation de près de 6 mois. Il fallait donc des recrutements supplémentaires, dans le 1<sup>er</sup> comme dans le 2<sup>nd</sup> degré, en s'appuyant en particulier sur les listes complémentaires des concours. Ces personnels supplémentaires auraient permis d'alléger les effectifs, ce qui aurait eu des effets positifs d'un point de vue sanitaire également. Au contraire, comme chaque année, la triste logique comptable a fait fermer des classes jusqu'au mois de juin, quitte à faire exploser les effectifs de certaines classes. Contrairement aux années précédentes, nous n'avons pas reçu pour ce CDEN les constats d'effectifs des écoles et des collèges. Cela aurait permis à tout le monde de constater qu'au collège André Chénier à Carcassonne, les classes de 5<sup>ème</sup> comptent 31 élèves.

D'un point de vue sanitaire, tout l'été, le ministre Blanquer n'a eu de cesse de répéter que tout était prêt. Le protocole sanitaire de rentrée n'a pourtant été publié que dans les derniers jours du mois d'août, laissant une fois de plus les personnels sur le terrain faire face à ces injonctions de dernière minute, et en particulier, les directeurs et les directrices d'école. Aujourd'hui, alors que nous traversons la 2<sup>ème</sup> vague de l'épidémie, l'impréparation se vérifie chaque jour dans les écoles où des classes se retrouvent sans professeur, tant et si bien que l'Académie de Montpellier va finalement engager en catastrophe des personnels contractuels pour faire face. La crise sanitaire agit malheureusement comme un révélateur des dysfonctionnements présents depuis plusieurs années. Ainsi, dans les collèges et les lycées, les assistants d'éducation (AED) qui subissent une charge de travail alourdie dans le contexte actuel ont participé en nombre à une journée de grève le 1<sup>er</sup> décembre dernier pour dénoncer ces conditions de travail dégradées et réclamer un statut permettant de sortir de la précarité.

La rentrée des vacances de Toussaint a profondément marqué les personnels tant dans le 1<sup>er</sup> degré que dans le 2<sup>nd</sup> degré. Le ministère a une fois de plus demandé aux personnels d'appliquer un énième protocole au retour des vacances sans leur donner le temps, ni les moyens de le faire correctement. Dans de nombreux lycées, les personnels ont dû se mettre en grève pour qu'il soit enfin accepté d'organiser une alternance de demi-groupes seule à même de réduire le brassage d'élèves imposé par la réforme du lycée. Mais là où l'indignité s'est ajoutée à l'incurie, c'est autour de l'hommage à Samuel Paty, pour lequel le ministre a balayé les demandes des organisations syndicales en annulant au dernier moment le temps de préparation nécessaire à cet hommage et à l'organisation d'un véritable temps pédagogique. Et que dire enfin du procédé révoltant de considérer comme grévistes des professeurs qui ont préparé l'hommage comme c'était initialement prévu avant de travailler avec leurs élèves ? La FSU demande solennellement que l'on revienne sur cette décision vexatoire.

La défiance envers le ministre Blanquer n'a jamais été aussi grande et la lassitude se mue de plus en plus en colère. La crise sanitaire place les personnels dans des conditions de travail plus difficiles, plus stressantes, qui provoquent de la souffrance au travail. Dans le même temps, le ministre organise un Grenelle hors-sol où des joueurs de rugby à la retraite parlent de l'école avec des fonctionnaires de l'IGPN, avec pour seule expérience de l'école de l'avoir fréquentée durant leur jeunesse. Finalement ce grenelle en forme de mascarade ne sert qu'à justifier une évolution du métier d'enseignant telle que voulue par le ministre et lourde de menaces sur les statuts et les conditions de travail des personnels. Dans le même temps toujours, il annonce une revalorisation qui exclut tous les personnels non-enseignants (AED, AESH, personnels administratifs, sociaux, de santé) et 70 % des personnels enseignants, et ne rattrape même pas les pertes des dernières années. Dans le même temps enfin, il poursuit les suppressions de postes au budget 2021.

Face à ce discrédit fort dans l'ensemble de la communauté éducative, la FSU interroge

publiquement la crédibilité du ministre actuel à continuer d'être l'interlocuteur des personnels et à conduire une autre politique éducative et appellera les personnels à se mettre en grève le 26 janvier prochain pour demander une autre politique éducative avec des investissements, des recrutements et une véritable revalorisation de tous les personnels.

Parce que l'école fait face à une crise grave et inédite. Parce que les personnels sont en première ligne et se sentent abandonnés. Parce que la réussite des élèves est menacée. Parce qu'une autre école est possible, il est urgent d'obtenir un plan d'urgence pour le service public d'éducation.